



Changer l'école : notre affaire à tous !

L'accès à l'enseignement est un droit fondamental inscrit à l'article 24 de la Constitution belge : « Chacun a droit à l'enseignement dans le respect des libertés et droits fondamentaux. L'accès à l'enseignement est gratuit jusqu'à la fin de l'obligation scolaire. » Il est aussi l'objectif n° 2 de l'ONU dans sa déclaration, en 2000, sur les « Objectifs du millénaire pour le Développement »¹. C'est un élément constitutif d'un fonctionnement démocratique. L'école joue un rôle capital dans l'accès à la participation citoyenne. Aussi n'est-il pas étonnant que l'ACRF ait abordé cette problématique lors de ses Journées d'étude 2012 consacrées à la démocratie. Qu'en est-il de notre système scolaire actuel ? Comment agir en citoyen actif et responsable ? Jacques Liesenborghs, chroniqueur spécialiste de l'école, notamment pour Plein Soleil, le mensuel de l'ACRF et ardent défenseur d'une école plus égalitaire, a soutenu la recherche des participants à l'atelier « Changer l'école : notre affaire à tous » en portant un regard critique sur l'actualité de l'enseignement et de l'éducation.

Etat général de l'enseignement

S'il est un sujet, en Belgique, qui n'en finit pas de susciter le débat, c'est bien l'enseignement en Belgique. Il est l'objet de toutes les critiques et les médias s'en font l'écho chaque jour : statistiques de l'échec scolaire, feuilleton du décret inscription, violences à l'école, manque de moyens financiers, élèves démotivés, bref, l'image de l'enseignement aujourd'hui n'évoque rien de très positif. Mais est-ce justifié ? Que lui reproche-t-on ? Si l'on écoute les témoignages des participants à l'atelier *Changer l'école : notre affaire à tous* mais aussi des parents ou des enseignants dans la rue, le malaise et les inquiétudes sont palpables : l'école est le reflet d'une société qui recale les plus faibles toujours plus nombreux au profit de ceux qui formeront l'élite de demain. Elle génère plus d'échecs que de réussites et le système des filières renforce les inégalités. L'existence des réseaux (libre ou officiel) est source de compétition et de gaspillage.

Selon J. Liesenborghs qui a effectué toute sa carrière dans l'enseignement et qui continue activement à analyser ses évolutions, le Décret de 1997 sur les missions prioritaires de l'Enseignement serait loin d'être la préoccupation de l'enseignement actuel. Le discours dominant est surtout très marqué par l'esprit de compétition et la performance.

Missions officielles et réalité : quel décalage ?

Que dit en substance le législateur dans le Décret de 1997 sur les missions fixées à l'École ?²

¹ D. Herman, *Femmes rurales des pays pauvres et développement*, Les analyses de l'ACRF 2009/26, repris dans *La pauvreté et l'exclusion sociale*, Communauté française de Belgique, Publication du Service général de la Jeunesse et de l'Éducation permanente, 2010, p. 205.

² Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'Enseignement Fondamental et de l'Enseignement Secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Celle-ci doit poursuivre simultanément et sans hiérarchie les quatre objectifs suivants³ :

« 1° promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves;

2° amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle;

3° préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures;

4° assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale. »

C'est un beau programme que beaucoup ignore. Car, nous dit J. Liesenborghs, la réalité est tout autre et la priorité est surtout l'employabilité et la rentabilité qui sont les maîtres mots de l'enseignement. Certes, la Belgique forme de très bons élèves et une élite remarquable pour un si petit pays (nous serions même dans le peloton de tête en matière de production de « cerveaux ») mais elle est également la championne en taux d'élèves faibles et d'échec scolaire : 20 % d'élèves en retard en fin du primaire et seulement 40 % d'élèves qui réussissent sans retard en fin du secondaire. Le problème le plus criant est la relégation des jeunes plus faibles dans les filières techniques et professionnelles. Au lieu de s'y trouver par choix, beaucoup s'y retrouvent par défaut de réussir dans l'enseignement général. On y trouve alors nombre d'élèves démotivés, blessés qui ont le sentiment de n'être pas à la hauteur. Mais quelle que soit la filière d'où sortira le jeune, ce que l'école et la société attendent de lui avant tout, c'est qu'il soit efficace et rentable bien avant d'être un citoyen responsable.

Invité lors du Conseil de l'Éducation et de la Formation (CEF) en début 2012 sur l'enjeu des directions d'écoles fondamentales, Monsieur Denoël, conseiller de la très réputée société de consultance McKinsey a présenté, de façon hiérarchisée, « les enjeux de société liés à un enseignement performant » :

- accélérer le développement économique,
- renforcer la cohésion sociale (diminuer la pauvreté),
- améliorer la santé, le bien-être, l'estime de soi,
- diminuer la criminalité,
- renforcer la démocratie et la citoyenneté. »

Voilà qui est clair, dès l'enseignement primaire, l'école serait destinée, en priorité, à former de futurs agents économiques capables, au sortir de leur parcours scolaire de répondre adéquatement au besoin de performance économique et de s'adapter à une société de la compétition. La nuance est d'importance en regard de la priorité annoncée par le Décret de 1997 sur les missions de l'École : promouvoir la confiance en soi et le développement de chacun des élèves.

Il est temps de réagir. J. Liesenborghs dénonce l'influence démesurée d'agences de consulting privées comme McKinsey ou encore de l'OCDE et ses rapports PISA, comparables à de véritables agences de notation de l'École.

La Belgique se situe dans les très mauvais élèves en matière de production d'échec scolaire et l'écart entre les élèves « forts » et « faibles » ne fait que croître. Il est important et urgent de relire les missions du Décret de 1997 et de remettre la démocratie au centre de l'école, en consacrant davantage de moyens et d'énergie à une autre politique de l'éducation.

Une école démocratique, que serait-ce ?

La conception que prône Jacques Liesenborghs mais aussi nombre d'acteurs de l'école, en particulier ceux qui travaillent avec les jeunes en difficulté, est de donner priorité aux écoles dans les quartiers défavorisés.

³ Ibid., article 6.

Comment ? Autant par un changement de contenu des cours que par une augmentation des budgets alloués. Seulement 1 % du budget global de l'enseignement est consacré à lutter contre l'échec en milieu défavorisé. C'est beaucoup trop peu ! Les professeurs ne sont pas formés à enseigner face aux jeunes qui cumulent souvent difficultés familiales et manquent de confiance en eux et se trouvent démunis face aux enfants et adolescents de quartiers défavorisés. Trop tôt orientés vers les filières techniques et professionnelles, ces derniers se retrouvent dès 14 ans voire dès 12 ans dans des orientations techniques et professionnelles spécialisées sans pouvoir effectuer un choix éclairé et sans bagage général suffisant. On pourrait envisager, comme dans le système nordique, un tronc commun jusque 16 ans, où cours généraux, techniques et manuels forment un tout. Chaque élève apprend de tout et fait son choix par la suite.

En Belgique aussi, des expériences différentes existent, surtout dans le primaire s'inspirant de la méthode Freinet ou Steiner, par exemple. Mais elles restent isolées et surtout, elles regroupent les élèves de milieux souvent avertis et aisés, ce qui en fait des sortes de ghetto où l'on se rencontre entre soi et où l'on partage le même modèle. Or, l'école est un lieu où devrait se côtoyer la différence, où la rencontre avec l'autre est essentielle, parce qu'elle crée une brèche et favorise une ouverture, un apprentissage à la citoyenneté.

Mais, la première cause du dysfonctionnement de l'enseignement est le manque de continuité politique et de vision cohérente à long terme. Après chaque élection et selon les sensibilités du ministre au pouvoir, les conceptions varient et les décisions se prennent au coup par coup. Pour une réforme efficace sur le long terme, il faudrait une réelle volonté politique de changement. On assiste au contraire à une véritable forme de « libéralisation » de l'école. Ainsi, dans les pubs et les petites annonces, la promotion d'initiatives privées comme le « coaching scolaire » assure le rattrapage sur mesure à votre enfant à condition, bien entendu, de pouvoir payer. Dès le primaire, on peut apprendre à organiser son travail, à appliquer la bonne méthode, à combler les lacunes dans diverses matières ou encore à se mettre à l'avance pour aller plus loin et plus vite. Ces pratiques de plus en plus répandues prouvent que ce n'est plus l'école qui assure la réussite et que c'est à l'extérieur de celle-ci qu'il faut trouver secours, belle opportunité pour le marché du rattrapage et des cours privés ! Est-ce parce que le courant général va dans ce sens qu'on ne peut rien faire ? Non, on peut agir autrement.

Des propositions et des actions possibles

Changer l'école, c'est possible et c'est notre affaire à tous . Fidèle à l'objectif des ateliers des Journées d'étude de l'ACRF de donner des pistes concrètes pour agir en citoyen actif et responsable, J. Liesenborghs aborde plusieurs pistes⁴.

L'école est le reflet des choix de l'électeur. S'intéresser aux programmes électoraux, **élire ceux qui donnent priorité à l'école** et proposent des améliorations, des idées est déjà un premier acte citoyen que chacun de nous peut poser. Voter, c'est aussi faire évoluer l'enseignement.

Éduquer aujourd'hui est devenu très difficile car la société où nous vivons est complexe, sans cesse en évolution, traversée de crises multiples. Y trouver ses repères ne va plus de soi. C'est pourquoi, les adultes que nous sommes devraient surtout encourager les jeunes, éviter les discours fatalistes et pessimistes qui blessent et font perdre confiance en l'avenir. Chacun de nous, parents, grands-parents, enseignants, est **responsable de son discours**, dit-il. La nostalgie, la comparaison avec le passé, le défaitisme n'apportent rien de constructif à l'enfant qui grandit.

L'école maternelle est un lieu décisif, qui marquera l'enfant pour le reste de sa scolarité. En lui accordant toute notre attention, en valorisant les apprentissages des tout-petits, surtout ceux des milieux défavorisés, l'école peut devenir autre chose qu'un lieu d'exclusion et d'échec pour le jeune enfant. Il partira mieux armé, plus confiant dès le début.

⁴ s Une précédente analyse de J. Liesenborghs peut également compléter les pistes de changement, *Miroir, miroir, dis-moi quelle école est la plus belles ?*, Les analyses de l'ACRF, 2011/17.

Pointons aussi les médias dont le discours sur l'école est souvent alarmiste. Pourquoi ne pas **montrer des expériences positives, nouvelles**. Partout, dans l'anonymat des petites écoles de villages ou en ville, des projets sont menés avec succès. C'est aussi en montrant les initiatives réussies, petites ou grandes, qu'on peut donner de l'école une image plus novatrice et différente.

Et enfin, groupons-nous, individus, parents, éducateurs mais aussi mouvements associatifs, pour demander aux **médias** (RTBF, radios, presse, publications) davantage de magazines sur l'éducation. En télévision, par exemple, et aux heures de grande écoute, pourquoi pas une émission mensuelle sur l'enseignement au sens large. On voit tant d'émissions qui abordent des thèmes comme la déco, le jardinage, la cuisine, la justice alors que l'éducation est oubliée. Seule la pression du grand nombre peut permettre d'être entendu. L'ACRF, avec d'autres associations, participe à cette dynamique de pression pour que des expériences alternatives soient montrées, analysées et que les principes démocratiques ne cessent d'être au centre de l'apprentissage.

Anne Moulin,
animatrice permanente à l'ACRF.

Cette analyse est disponible en format PDF sur notre site Internet
www.acrf.be/Publications/Analyses/Analyses_2012

L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites.
Toutefois, n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication. Merci !

ACTION CHRETIENNE RURALE DES FEMMES

ACRF – ASBL

Rue Maurice Jaumain, 15 B-5330 Assesse

Editrice responsable : Léonie Gérard

www.acrf.be – contact@acrf.be



Avec le soutien
de la Fédération Wallonie - Bruxelles